

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Maroc

Une publication du SER de Rabat  
11 novembre au 22 novembre 2024

## Le chiffre à retenir

# 33

**ACCORDS ÉCONOMIQUES  
PENDANT LA VISITE D'ÉTAT**

La visite d'Etat du Président de la République au Maroc du 28 au 30 octobre 2024 a donné lieu à la signature de 33 accords économiques.

Ces accords représentent 10,7 Mds EUR d'investissements. Ce montant reflète la nature de la relation économique bilatérale fondée sur

l'investissement et les partenariats de long-terme : la France est le premier investisseur étranger dans le Royaume (avec 150 000 emplois directs et 400 000 indirects) et le Maroc est le premier investisseur africain en France.

Tous ces investissements portent la marque du savoir-faire commun avec l'accent mis sur l'emploi, la formation et l'innovation pour développer les métiers mondiaux d'aujourd'hui et de demain. Les accords signés vont encore plus loin en projetant la relation Maroc-France sur les secteurs stratégiques d'avenir qui forgeront l'agenda économique à horizon 2050 ([voir zoom ci-dessous](#)).

# Zoom

## **Au-delà des montants (10,7 Mds EUR d'investissements), les accords signés lors de la visite d'Etat incarnent le nouvel agenda économique Maroc-France**

Les accords économiques permettent de projeter la relation Maroc-France sur des secteurs stratégiques d'avenir et de l'ouvrir à de nouveaux acteurs : énergie verte et connectivité, nouveaux écosystèmes industriels, infrastructures durables, innovation et startups, projection vers l'Afrique.

En matière d'énergie, le partenariat stratégique signé entre les deux ministres trace une feuille de route qui démarre dès aujourd'hui : Total signe le tout premier projet hydrogène décarboné à échelle industrielle dans le cadre de la nouvelle Offre Maroc qui fera émerger cette filière d'avenir ; l'OCP et ENGIE ont conclu un partenariat global pour accélérer la transition énergétique et la décarbonation au Maroc et au-delà ; EDF renforce encore son empreinte dans les renouvelables avec l'extension du parc éolien de Taza.

En matière de souveraineté industrielle, alors que SAFRAN continue à investir pour renforcer l'écosystème aéronautique, les accords conclus permettent d'étendre le partenariat industriel Maroc-France à de nouveaux secteurs : le ferroviaire (avec un accord sur les rames LGV pour Alstom, le contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage des nouvelles LGV signé par EGIS/SYSTRA ou le contrat de VOSSLOH pour les appareils de voie), la santé, le secteur de l'eau pour répondre aux défis en matière de stress hydrique (avec l'accord signé par VEOLIA pour développer une unité de dessalement à Rabat et l'accord entre SUEZ et le groupe SAFARI).

En matière d'infrastructures durables, la France contribue aussi à la transformation profonde du pays, que ce soit via ses acteurs privés comme CMA-CGM sur le port de Nador ou publics avec le soutien de l'AFD à la stratégie d'investissement de l'Autorité Nationale des Ports. Le partenariat en matière d'infrastructures s'amplifiera encore avec la perspective de grands événements comme la Coupe du Monde 2030, avec un soutien de l'AFD à la région de Casablanca-Settat ou la fourniture d'un satellite de communications par THALES.

En matière d'innovation et de startups, la visite a permis la conclusion d'un accord historique entre le Fonds Mohamed VI pour l'investissement et les principaux acteurs publics de l'investissement français pour mettre en place un « Accélérateur d'Investissements Maroc-France ». Cet accélérateur portera une ambition majeure en matière de financement d'infrastructures durables et de développement du capital-investissement et permettra d'accompagner 1500 PME et startups grâce à des leviers innovants de financement. Le partenariat Maroc-France s'ouvre ainsi à de nouveaux acteurs qui feront l'économie de demain.

En matière de projection vers l'Afrique, le partenariat entre l'OCP, le Groupe AFD et Bpifrance ont placé au cœur de la visite les enjeux de sécurité alimentaire en Afrique, y compris par le soutien à l'innovation. La projection du partenariat Maroc-France vers l'Afrique est un thème transversal à la plupart des accords conclus, illustrant le rôle de la France et du Maroc comme passerelles entre nos deux continents.

# Activités macroéconomiques & financières

## Le FMI décaisse la deuxième tranche de la Facilité pour la Durabilité et la Résilience accordée au Maroc en 2023

Le Conseil d'administration du FMI s'est réuni, le 11 novembre, pour approuver la deuxième revue de la Facilité de Durabilité et de Résilience (FRD) accordée au Maroc en septembre 2023.

Sur le plan macroéconomique, les services du FMI ont souligné la vulnérabilité climatique de l'économie marocaine. En 2024, la croissance ralentit nettement à 2,6 % (soit -0,8 pt par rapport à 2023) en raison du stress hydrique affectant la production agricole et emportant des conséquences directes sur l'emploi et l'inflation. Dans ce contexte, le programme FRD vise à accompagner le déploiement des politiques d'adaptation et de lutte contre le changement climatique afin de renforcer la résilience de l'économie marocaine.

Au titre de cette revue, les services valident le décaissement d'une tranche de 415 M USD du programme (sur un total de 1,3 Md USD) suite à la mise en œuvre de plusieurs mesures visant à accélérer la réforme du marché de l'électricité, la production d'énergies renouvelables et le financement de la transition écologique : (i) adoption de plusieurs décrets d'application des lois portant sur la libéralisation du marché de l'électricité ; (ii) publication des indicateurs de qualité du réseau de transport d'électricité et d'un code de bonne conduite applicable au gestionnaire du réseau de transport d'électricité (ONEE) ; (iii) modification du cadre réglementaire relatif à l'efficacité énergétique ; (iv) publication d'une stratégie nationale pour le développement de la finance verte à horizon 2030 ; (v) intégration des enjeux environnementaux aux outils de garantie publique pour les entreprises.

En outre, les services du FMI ont annoncé l'abandon de l'indicateur de suivi lié à l'augmentation de la TVA sur les énergies fossiles, jugé trop pénalisant pour les ménages vulnérables dans un contexte inflationniste. Cette mesure du programme est remplacée par une hausse des droits d'accise (TIC) sur plusieurs polluants (charbon, fioul, bitume, huiles lubrifiantes), ainsi qu'une suppression des exonérations de la TIC sur le charbon et le fioul. Ces dispositions sont inscrites au projet de loi de finances pour l'année 2025 et visent à concourir à l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre en soutenant la diversification du mix électrique.

Pour mémoire, la revue finale du programme aura lieu en février 2025.

# Grands projets, environnement, industries, agriculture

## **Ferroviaire : GTR, filiale de Colas remporte le cinquième lot des travaux de génie civil de la LGV Kénitra- Marrakech pour un montant d'environ 200 M EUR**

L'Office national des chemins de fer (ONCF) a dévoilé, le 10 octobre, les résultats de l'appel d'offres relatif au cinquième lot des travaux de génie civil du mégaprojet de la ligne à grande vitesse (LGV) Kénitra-Marrakech. L'opérateur ferroviaire a porté son choix sur la filiale marocaine du groupe français Colas, les Grands Travaux Routiers (GTR), qui a présenté l'offre la moins-disante à 2,2 Mds MAD. Les travaux de génie civil de la LGV Kénitra-Marrakech ont été scindés en 7 lots: hormis le lot de GTR, trois lots ont été remportés par des entreprises marocaines et trois par des entreprises chinoises.

## **Hydrogène décarboné : une équipe France en force à la 4e édition du Sommet World Power to X**

Les 8 et 9 octobre à Marrakech, experts mondiaux, leaders de l'industrie et PME innovantes étaient présents à la quatrième édition du sommet World Power to X, événement majeur alors que le Royaume a dévoilé son « Offre Maroc hydrogène vert » en mars 2024. Le Sommet, organisé par l'IRESEN et MASEN, en collaboration avec le Green H2 Cluster et l'UM6P sous les auspices du Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable a réuni cinq ministres. L'Espace France organisé par la CFCIM, qui réunissait les entreprises françaises engagées sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène décarboné, a reçu la visite de M. Christophe Lecourtier, Ambassadeur de France au Maroc et celle de M. Gérard Mestrallet, Envoyé spécial du Président de la République française.

## **Tourisme : la chaîne hôtelière française Caphotel annonce son arrivée au Maroc**

Créée en 1997, Caphotel est une filiale du groupe DERET, initialement spécialisé dans le transport, regroupant des hôtels 2 à 4 étoiles et des restaurants, situés sur toute la France. Le Maroc sera la première destination de la chaîne française à l'international.

## **Tourisme : lancement d'une banque de projets pour stimuler l'investissement dans ce secteur**

Le ministère du Tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire et la Société marocaine de l'ingénierie touristique (SMIT) viennent de lancer la "Banque de Projets Tourisme", une plateforme digitale visant à encourager l'investissement touristique (<https://banqueprojetstourisme.ma/>). Elle propose des projets à développer dans toutes les régions et dans différentes filières (tourisme d'affaires, city break, circuits culturels, etc.), l'objectif étant d'accompagner les potentiels porteurs de projet dans leurs démarches. Ce projet est lancé dans le cadre de la feuille de route 2023-2026, doté d'un financement de 6,1 Mds MAD, dont les objectifs sont d'attirer 17,5 millions de touristes (déjà 14,6 millions de visiteurs à fin octobre 2024), créer 200 000 emplois et générer 120 Mds MAD de recettes voyage d'ici 2026 (105 Mds MAD pour l'année 2023).

## **Protection des océans : la 2e édition du Blue Africa Summit à Tanger, une étape vers Nice**

La deuxième édition du Blue Africa Summit s'est tenue le 10 octobre à Tanger. Elle s'est conclue par une nouvelle déclaration exprimant l'aspiration du continent à porter une voix africaine lors de la Conférence des Océans qui se tiendra en juin 2025 à Nice. Le Sommet a pu compter sur la participation de M. Olivier Poivre-d'Arvor, Envoyé spécial du Président de la République française pour la Conférence des océans, de M. Mohammed Sadiki, alors ministre de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural, des eaux et forêts du Maroc, du Secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume du Maroc M. Abdejalil Lahjomri, mais également sur celle du Prince Albert II de Monaco. Plusieurs entités françaises sont intervenues lors du sommet à l'instar de l'Office français de la biodiversité, l'AFD, l'IRD, le port de Marseille Fos, la métropole de Nice ou encore l'Institut Océanographique Paul Ricard.

## **Batteries pour véhicules électriques et EnR : l'accord entre Acwa Power et Gotion High Tech**

Le groupe saoudien Acwa Power, spécialisé dans les énergies renouvelables, a signé un accord avec Gotion Power Morocco, filiale du groupe sino-européen Gotion High Tech. Ce partenariat prévoit la construction d'un parc éolien de 500 MW, intégrant une solution de stockage énergétique (BESS) de 2.000 MWh. Ce projet, d'un investissement initial de 800 M USD, a pour but d'alimenter en énergie l'usine de fabrication de batteries électriques de Gotion Power à Kénitra, dont l'ouverture est prévue pour le premier semestre 2026. Par ailleurs, CDG Invest, filiale du Groupe CDG, a annoncé mi-novembre prendre une participation dans le capital de Gotion Power Morocco à hauteur de 3,16 Mds MAD.

## **Le gouvernement a publié fin septembre les chiffres définitifs de la récolte céréalière 2024 et la campagne 2024-2025 est désormais lancée**

La récolte céréalière 2024 totalise 1,77 millions de tonnes (MT) de blé tendre, 0,70 MT de blé dur et 0,65 MT d'orge, soit 43% de moins que la campagne précédente. À fin octobre 2024, le volume des importations de céréales continue donc de suivre une tendance haussière : 69% pour le blé dur par rapport à la campagne précédente ; +15% pour le blé tendre ; +30% pour le maïs (+16% pour l'ensemble des céréales). La part des importations de blé tendre et d'orge en provenance de Russie et d'Ukraine s'accroît. Toutefois, les premières pluies semblent annoncer une campagne 2024-2025 plus favorable.

## **Bailleurs, Coopération internationale**

### **L'AFD renforce son appui à la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire avec un nouveau programme de 100 M EUR**

Ce nouvel appui technique et financier de l'AFD visant la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) au Maroc comprend : (i) un prêt souverain de 100 M EUR ; (ii) une subvention de 2,6 M EUR. Les trois piliers du projet – gouvernance des institutions de santé et de protection sociale, inclusion et accès des populations vulnérables aux prestations, soutenabilité des régimes assurantiels – sont cruciaux pour le succès de cette réforme majeure pour le Royaume. Ce programme de financement permettra au groupe AFD de poursuivre son action dans le domaine de la santé et de la protection sociale, dans la continuité de la première opération lancée en novembre 2021 (prêt de 150 M EUR et 4 M EUR d'assistance technique).

### **La BERD soutient le groupe Marsa Maroc pour l'aménagement des ports de Casablanca et Jorf Lasfar**

Le conseil d'administration de la BERD du 6 novembre a accordé un prêt de 690 M MAD (63,1 M EUR) à l'entreprise publique Marsa Maroc, en faveur d'un projet d'aménagement portuaire à Casablanca et Jorf Lasfar. L'opération bénéficiera d'une garantie de l'Union européenne au titre du Fonds européen pour le développement durable (FEDD+). Ce projet s'inscrit dans la nouvelle Stratégie Portuaire Nationale à l'horizon 2030. Développée par le Ministère de l'Équipement et des Transports en 2011 (ministères distincts depuis), cette nouvelle stratégie vise à : (i) développer la part de marché du Maroc dans le commerce maritime international et de croisière ; (ii) intégrer le système portuaire dans le réseau de transport régional ; (iii) contribuer aux équilibres régionaux du Royaume ; (iv) promouvoir le développement social ; (v) soutenir la compétitivité de l'activité économique.

Principaux ports du Royaume après Tanger Med, les sites de Casablanca et Jorf Lasfar constituent des hubs régionaux et continentaux en matière de trafic portuaire. Sur l'année 2022, Tanger Med, Casablanca et Jorf Lasfar concentraient près de 86 % du trafic au Maroc. Si le port de Casablanca est conventionnel (conteneurs et roulier principalement), celui de Jorf Lasfar a une vocation minière et énergétique, à proximité des sites industriels de l'OCP (phosphates) et d'une centrale thermique.

## **La BERD soutient la stratégie de développement d'Holmarcom**

La BERD a procédé à un investissement en fonds propres au capital d'Holmarcom Finance Company (HFC), filiale du groupe familial marocain Holmarcom spécialisée dans les services financiers (assurance et banque), pour un montant de 50 M EUR. Dans le cadre d'un consortium avec AfricInvest et la Société Belge d'Investissement pour les pays en développement (équivalent de Proparco en Belgique), cette opération vise l'acquisition de 19 % des parts de HFC pour un montant de 100 M EUR au total (dont 50 % BERD). Le projet vise à soutenir la stratégie de développement de Holmarcom sur trois principaux axes : (i) renforcer la position du groupe sur le segment bancassurance en particulier via Crédit du Maroc (ancienne filiale du groupe français Crédit agricole rachetée en 2022) ; (ii) développer le financement bancaire sur le segment PME et climat ; (iii) appuyer l'internationalisation du groupe, notamment en Afrique (HFC est déjà présent en Côte d'Ivoire).

## **La Banque mondiale accorde un prêt de 250 M USD sur la gestion des déchets municipaux au Maroc**

Le soutien de la Banque mondiale prend la forme d'un prêt *PforR* (*Program for Results*) de 244 M USD assorti d'une enveloppe d'assistance technique de 6 M USD en appui au programme de gestion des déchets municipaux au Maroc. Le programme vise le nœud de cette politique publique au Maroc : les besoins d'investissements en infrastructures urbaines sont estimés à 3,3 Mds USD annuellement dont 69%, avec un CAPEX total des municipalités d'environ 20% des investissements requis. Le programme est centré sur les enjeux de recouvrement des coûts et de résorption des arriérés de paiement qui doivent permettre d'assurer la soutenabilité de la politique de gestion des déchets qui a par ailleurs affiché de solides performances (96% de collecte des déchets aujourd'hui assuré dans les zones urbaines contre 40% en 2008).

## **La BAD octroie un prêt de 105 M EUR à l'ONEE pour soutenir le secteur de l'eau**

La BAD a octroyé le 13 novembre un prêt de 105 M EUR à l'ONEE afin de financer un projet de digitalisation, de renforcement de la production et d'amélioration de la performance de l'eau potable (PDRAP) au Maroc. L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie socio-économiques et sanitaires des populations par le renforcement, la sécurisation et la modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau potable. Le projet s'inscrit dans la dynamique de plusieurs programmes et stratégies afin de lutter contre la pénurie en eau sur le territoire : Programme National d'approvisionnement en Eau Potable et d'Irrigation (PNAEPI) 2020-2027 ; Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD, 2015-2030) et Programme d'investissement ONEE 2023-2025.

## Indicateurs macroéconomiques 2023

|                                   | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit courant | Déficit budgétaire | Dette du Trésor        |
|-----------------------------------|--------------------------------|------------------|-----------------|-----------------|--------------------|------------------------|
| Banque Mondiale (7/24)            | 3,4 %                          | 6,1 %            | 13 %            | 0,6 %           | 4,3 %              | 69,5 % (PIB base 2014) |
| FMI (4/24)                        | 3 %                            | 6,1 %            | 13 %            | 1,5 %           | 4,4 %              | 70,6 % (PIB base 2007) |
| Bank Al-Maghrib (3/24)            | 3 %                            | 6,1 %            | -               | 0,6 %           | 4,4 %              | -                      |
| Haut-Commissariat au Plan (01/24) | 2,9 %                          | 6,1 %            | 13 %            | -               | 4,7 %              | 72 % (PIB base 2014)   |

## Prévisions macroéconomiques 2024

|                           | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit courant | Déficit budgétaire | Dette du Trésor        |
|---------------------------|--------------------------------|------------------|-----------------|-----------------|--------------------|------------------------|
| Banque Mondiale           | 2,9 %                          | 3,8 %            | -               | 1,5 %           | 4,4 %              | 70 % (PIB base 2014)   |
| FMI                       | 2,6 %                          | 2,1 %            | 13 %            | 1,5 %           | 4,3 %              | 69,1 % (PIB base 2007) |
| Bank Al-Maghrib           | 3,1 %                          | 1,5 %            | -               | 1,6 %           | 4,0 %              | -                      |
| Haut-Commissariat au Plan | 3,0 %                          | 1,8 %            | -               | -               | 4,0 %              | 72,4 % (PIB base 2014) |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : [dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr](mailto:dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr)